FNEC-FP FO 91 LA FORCE SYNDICALE

FO défend les personnels dans le CHSCT* de l'Essonne

** Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*

Conditions de travail des AESH dans le cadre des PIAL : L'enquête qui dérange…

Le 14 avril 2022

Depuis la rentrée 2021, le directeur académique a déployé de nombreuses manœuvres pour que l'enquête du CHSCT sur les conditions de travail des AESH dans le cadre des PIAL n'aboutisse à rien de concret.

En décembre, il a décidé d'imposer la venue de témoins « AESH ou autres acteurs des PIAL » choisis par l'administration en plus de ceux proposés par les organisations syndicales. Puis d'imposer un questionnaire pour cadrer les entretiens. Aujourd'hui, jour du CHSCT qui devait traiter le sujet, la secrétaire générale de la direction académique a finalement changé l'ordre du jour, **reportant l'enquête au 23 juin et a refusé que FO fasse intervenir son experte AESH.**

L'employeur aurait-il peur que le témoignage d'une AESH conduise à prouver que leurs conditions de travail sont devenues impossibles ?

Le directeur académique s'est exprimé lors du dernier CHSCT en ces termes : *« Si l'enquête doit montrer que les PIAL ne marchent pas alors que c'est le cadre d'emploi, c'est problématique… »* et *« L'enquête doit permettre une analyse de l'accompagnement des agents dans leur mission et que le CHSCT propose des pistes d'amélioration »*.
En clair, le Ministère a choisi un cadre, le PIAL, et le CHSCT doit accompagner ce cadre sans chercher à le remettre en cause.
Pour FO, l'enquête ne doit pas conduire à « accompagner » les AESH dans le cadre des PIAL mais à remettre en cause ce cadre. Il n'est plus à prouver que les PIAL ont considérablement dégradé les conditions de travail des AESH : mobilité forcée, parfois en inter-degré, parfois la veille pour le lendemain, AESH qui ne savent plus à qui s'adresser, qui suivent jusqu'à 7 élèves en même temps, qui doivent effectuer des remplacements au pied levé, qui dépensent parfois plus d'argent en essence qu'ils n'en gagnent dans leur journée de travail…

FO n'accepte pas le carcan imposé par le directeur académique pour essayer de faire taire la colère des AESH du département. **Nos représentants sont donc intervenus sur la base des revendications suivantes :**

- → augmenter les rémunérations de tous les AESH sur toute leur carrière, avec comme objectif l'alignement sur la grille de catégorie B ; un vrai salaire à temps complet pour 24 heures par semaine ;
- → prendre en charge tous les déplacements et revaloriser les indemnités kilométriques ;
- → leur garantir la possibilité de travailler à temps complet pour vivre de leur travail ;
- → abandonner les PIAL et la politique de mutualisation des moyens ;
- → créer un véritable statut de la Fonction publique pour reconnaître le métier d'AESH ;
- → donner l'accès à des formations qualifiantes à la hauteur des missions ;
- → recruter les AESH qui manquent pour permettre à tous les élèves en situation de handicap de bénéficier d'un accompagnement qui correspond pleinement à leurs besoins.

Lors de ce CHSCT, le service de l'École inclusive de la direction académique a fait une présentation des projets de gestion des AESH : en bref, rien de concret n'est prévu pour améliorer les conditions de travail des AESH.
FO invite donc tous les collègues à continuer de signer et de faire signer la pétition (au verso) signée à ce jour par plus de 300 collègues du département.
Les syndicats FO se tiennent à la disposition des collègues qui souhaiteraient organiser des heures syndicales dans leur établissement ou dans leur PIAL pour discuter des revendications et des moyens de les faire aboutir. Des stages sont également organisés à Évry pour « connaître et défendre ses droits ».

FO appuie totalement la conclusion de la 6ème convention des AESH qui s'est réunie en mars :
La 6ème convention nationale des AESH décide de réunir (…) une convention nationale très large ouverte aux AESH, AED et à tous les enseignants et parents concernés par nos revendications (…) pour interpeller le prochain gouvernement. En fonction de la situation la proposition d'une nouvelle montée à Paris chez le nouveau Ministre sera posée. »

Contact : fnec.fo91@gmail.com , 06 08 91 03 18